

Communiqué des organisations syndicales

Manifestation nationale le 14 juin 2016

**Pour le retrait de la loi de casse du code du travail
et pour la défense de nos emplois et nos salaires**

Depuis plusieurs semaines, de nombreuses manifestations et grèves, et dernièrement des blocages divers, ont lieu pour exiger le retrait de la réforme du code du travail de Myriam El Khomri et du chef du gouvernement, Manuel Valls.

Le rejet massif de ce projet de loi continue de s'étendre partout dans le pays à l'image des 70% de Français qui en demandent le retrait et aspirent à de meilleures garanties au travail. Un dernier sondage nous apprend qu'après le début des blocages, 62% des Français estiment ce mouvement justifié. Nous apportons notre soutien à ces actions de grève et de blocage et invitons l'ensemble des collègues à faire de même. En effet nous sommes tous concernés, privé comme public, par les régressions sociales que constitue ce projet de loi.

Loin de s'arrêter, le gouvernement prévoit avec le cadrage budgétaire 2017 de renforcer l'austérité dans la fonction publique, avec : l'amputation de 2 % des effectifs ; le gel de la masse salariale ; l'arrêt de toute mesure catégorielle (hors quelques secteurs prioritaires) ! Notre secteur n'est pas épargné. Nous subissons un plan de restructuration destructeur (fusions, ComUE...) avec un chantage aux financements du Programme Investissements d'Avenir. Des annulations budgétaires persistent sur la Mission interministérielle Recherche et Enseignement supérieur, malgré le recul sur les suppressions de crédits aux organismes de recherche, alors même que des rallonges budgétaires seraient indispensables pour résorber la précarité massive qui ne cesse de s'aggraver, tirant vers le bas la qualité des enseignements, de la recherche et les conditions de vie des plus précaires, et pour revaloriser nos carrières et nos rémunérations reconnues comme étant les plus basses de la fonction publique.

C'est une raison de plus pour œuvrer à la convergence des luttes pour une forte augmentation des salaires de tous, l'abrogation des systèmes de salaire au mérite et en particulier l'abandon de la PEDR pour les chercheurs et la suppression du RIFSEEP, des créations d'emplois statutaires à tous les niveaux, la défense des missions publiques, le respect des droits des précaires, l'amélioration des conditions de travail et le renforcement des droits et garanties pour tous les salariés, du public comme du privé, ce qui passe par le retrait du projet de loi gouvernemental sur le travail.

Déployons dans nos services, dès le début de la semaine prochaine, la **votation citoyenne**, (<http://votationtravail.fr/>), décidée en intersyndicale dans les entreprises, les administrations et les lieux d'études.

Tous ensemble, dans les Assemblées générales, sur tous les sites, débattons des actions à mettre en œuvre, de la grève et des conditions de participation du plus grand nombre à la grève interprofessionnelle et à la **manifestation nationale**, à

Paris, le 14 juin 13h Place d'Italie pour aller vers les Invalides et l'Assemblée Nationale

Un rassemblement spécifique ESR est appelé à 11 heures devant le MESR, rue Descartes
SNTRS-CGT, CGT-INRA, CGT-FERC-Sup, SNPREEES-FO, Sud Recherche –EPST, Sud Education, SNCS-FSU, SNESUP-FSU, SNEP-FSU, Collectif national des travailleur.e.s précaires de l'ESR.